

RCS : TOURS  
Code greffe : 3701

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de TOURS atteste l'exactitude des informations  
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 B 00089  
Numéro SIREN : 880 715 347  
Nom ou dénomination : 3MS PERFORMANCES

Ce dépôt a été enregistré le 27/01/2022 sous le numéro de dépôt 824

### **3MS PERFORMANCES**

Société par actions simplifiée au capital 3000 euros  
Siège social : 6 Allée Marcel Girard, 37310 Chambourg-sur-Indre  
RCS TOURS B B 880 715 347  
(Ci-après la « **Société** »)

#### **PROCES-VERBAL DES DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES EN DATE DU 10/02/2021**

L'an deux mille vingt,

Le dix février, à 15 heures.

Au siège social.

#### **Le soussigné :**

- Monsieur VUIDIBIO MATONDO Maricheil Prince né le 7 août 1979 à Brazzaville (République du Congo), demeurant 6, allée Marcel Girard 37310 Chambourg-sur-Indre, de nationalité française,

Agissant en qualité d'actionnaire de la Société.

Détenant la totalité des 3.000 actions de la Société.

#### **Ci-après dénommés « l'Associé Unique »**

#### **A statué sur l'ordre du jour suivant :**

- Approbation, en tant que de besoin, des modalités de mise à disposition du rapport du Président ;
- Augmentation du capital social de la Société en numéraire pour un montant nominal maximal de cent soixante-quinze (175€) par émission de onze (175) actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, émises au prix unitaire de quarante-huit euros et trente-trois centimes (48.33 €), soit avec une prime d'émission unitaire de quarante-sept euros et trente-trois centimes (47.33 €) ;
- Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit des personnes dénommées ;
- Renonciation aux dispositions de l'article R. 225-120 du Code de commerce ;
- Constatation de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital ;
- Modifications corrélatives des statuts de la Société ; et
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

**PREMIERE DECISION** *(Approbation, en tant que de besoin, des modalités de mise à disposition du rapport du Président)*

L'Associé Unique, prenant acte de l'ensemble des décisions mises à l'ordre du jour des présentes et notamment exposées par le Président dans son rapport :

- **valide**, expressément et en tant que de besoin, les délais de mise à disposition du rapport du Président et plus généralement de l'ensemble des documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ainsi que par les statuts de la Société ; et
- **se déclare**, en conséquence, suffisamment et valablement informés de l'ensemble des projets visés à l'ordre du jour des présentes.

***Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.***

**DEUXIEME DECISION** *(Augmentation du capital social de la Société en numéraire pour un montant nominal maximal de cent soixante-quinze (175€) par émission de onze (175) actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, émises au prix unitaire de quarante-huit euros et trente-trois centimes (48.33 €), soit avec une prime d'émission unitaire de quarante-sept euros et trente-trois centimes (47.33 €)) ;*

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président et constaté que le capital de la Société est intégralement libéré,

**décide**, en application des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce et sous réserve de l'approbation de la troisième décisions relative à la suppression du droit préférentiel de souscription des associés, d'augmenter le capital social de la Société, d'un montant nominal maximal de cent soixante-quinze euros (175 €) afin de le porter à trois mille cent soixante-quinze euros (3 175 €);

**décide**, que onze (175) actions nouvelles seront émises au prix unitaire de quarante-huit euros et trente-trois centimes (48.33 €), prime d'émission incluse, soit un euro (1 €) de valeur nominale et de quarante-sept euros et trente-trois centimes (47.33 €) de prime d'émission, correspondant à une souscription d'un montant total de huit mille quatre cent cinquante-sept euros et cinquante-sept centimes (8 457.57 €) et devront, lors de leur

souscription, être intégralement libérées, pour la totalité de leur montant nominal et de la prime d'émission, en numéraire et/ou par compensation avec des créances liquides et exigibles détenues à l'encontre de la Société.

**décide**, que les souscriptions seront constatées par des bulletins de souscription et libérées intégralement en numéraire, soit par versement d'espèces, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues sur la Société.

Les souscriptions seront reçues par la plateforme de financement participatif AYOMI sous forme d'un bulletin de souscription signé électroniquement par le souscripteur et les fonds correspondants à la libération de la souscription seront déposés au crédit du compte bancaire bloqué dont les coordonnées sont « acct\_1HG2JjFdGn7wemvJ » ouvert à cet effet au nom de la Société au titre de l'Augmentation de Capital auprès de IPOOME, société par actions simplifiée dont le siège social est situé au 24 avenue Bourgain à Issy-les-Moulineaux, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 838 170 918.

La période de souscription est ouverte pendant une période de 60 jours calendaire à compter de ce jour (inclus) (ci-après la « Période de Souscription »).

Les actions nouvelles porteront jouissance à compter de la réalisation définitive de l'augmentation de capital susvisée. Elles seront, dès leur création, intégralement assimilées aux actions anciennes, jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts de la Société.

La Période de Souscription sera close par anticipation dès lors que toutes les actions à émettre en vertu de la présente décision auront été intégralement souscrites conformément à ce qui précède.

La prime d'émission sera inscrite sur un compte spécial de capitaux propres intitulé « prime d'émission » sur lequel porteront les droits des actionnaires propriétaires d'actions anciennes ou nouvelles, et qui pourra recevoir toute affectation par l'assemblée, étant par ailleurs précisé que le Président pourra décider d'imputer le cas échéant les frais d'émission et d'augmentation de capital sur le montant de la prime afférente à cette émission.

***Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.***

**TROISIEME DECISION** (*Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit de personnes dénommées*)

L'Associé Unique, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par les statuts de la Société, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et constatant que le capital de la Société est intégralement libéré et afin de permettre la bonne réalisation de l'Augmentation de Capital :

**décide**, conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du code de commerce et en conséquence de l'approbation de la résolution précédente, de supprimer le droit préférentiel

de souscription des associés et de réserver la souscription des actions ordinaires aux personnes visées en **Annexe** des présentes.

***Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.***

**QUATRIEME DECISION** (*Renonciation aux dispositions de l'article R. 225-120 du Code de commerce*)

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport du Président et afin de permettre la bonne réalisation de l'Augmentation de Capital, décide de renoncer purement et simplement aux dispositions de l'article R. 225-120 du Code de commerce relatif à l'avis d'information d'émission d'actions nouvelles.

***Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.***

**CINQUIEME DECISION** (*Constatation de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital*)

L'associé Unique, connaissance prise du rapport du Président et prenant acte :

- de la renonciation de chacun des associés de la Société à leur droit préférentiel de souscription au titre de l'Augmentation de Capital ;
- du bulletin de souscription dûment signé par le souscripteur visé en Annexe des présentes ;
- du certificat de dépôt des fonds établi par IPOOME, société par actions simplifiée dont le siège social est situé au 24 avenue Bourgain à Issy-les-Moulineaux, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 838 170 91, en date des présentes attestant de la libération de la souscription de cent soixante-quinze (175) actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, assortie d'une prime d'émission unitaire de quarante-sept euros et trente-trois centimes (47.33 €);
- **constate :**
  - la clôture anticipée de la Période de Souscription de l'Augmentation de Capital et
  - la libération de la totalité des souscriptions par versement en numéraires;
  - la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital dans les termes et conditions visées ci-dessus;
- **décide**, en conséquence, de modifier les statuts de la Société comme précisé à la décision suivante des présentes.

***Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.***

**SIXIEME DECISION** (*Modification corrélative des statuts de la Société*)

Les Associés, connaissance prise du rapport du Président ainsi que du projet de texte des nouveaux statuts de la Société, décident de procéder à la modification corrélative des articles 6 (Apports) et 7 (Capital social) des statuts de la Société à la suite de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital, qui seront désormais rédigés comme suit :

Il est ajouté à la fin de l'article 6 (Apports) des statuts de la Société un nouveau paragraphe, étant précisé que le reste de l'article demeure inchangé :

**« Article 6. APPORTS**

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 10/02/2021, le capital de la Société a été augmenté d'un montant nominal de cent soixante-quinze euros (175 €) afin de le porter à trois mille cent soixante-quinze euros (3 175€) par émission de cent soixante-quinze (175) actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, assorties d'une prime d'émission unitaire de quarante-sept euros et trente-trois centimes (47.33 €). »

Les stipulations de l'article 7 (Capital social) des statuts de la Société sont remplacées par les suivantes :

**« Article 7. CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de trois mille cent soixante-quinze euros (3 175 €).

Il est divisé en trois mille cent soixante-quinze (3 175) actions ordinaires d'une valeur nominale unitaire d'un euro (1 €) chacune, toutes de même catégorie, entièrement souscrites et libérées. »

***Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.***

**SEPTIEME DECISION** (*Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités*)

L'associé Unique décide de donner tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie certifiée conforme du présent procès-verbal, à l'effet d'effectuer toutes formalités légales requises.

***Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.***

\* \* \* \* \*

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et consigné au registre prévu par la loi.

Fait le 10/02/2021 à Chambourg-sur-Indre

**Le Président**

DocuSigned by:  
*Maricheil Prince VUIDIBIO MATONDO*  
2208AC6A41114A6...

**Annexe**

**Liste des souscripteurs et des montants de souscription**

| Souscripteur                | Montant des souscriptions | Nombre d'actions |
|-----------------------------|---------------------------|------------------|
| <b>Franck HENRIQUET</b>     | 4 977,99 €                | 103              |
| <b>Pierre MERICE MELLO</b>  | 1 014,93 €                | 21               |
| <b>Daniel BADIATA KANZA</b> | 1 014,93 €                | 21               |
| <b>Ilitch KANGOUDH</b>      | 579,96 €                  | 12               |
| <b>Sébastien BIZARD</b>     | 434,97 €                  | 9                |
| <b>Isabelle MBONGUI</b>     | 434,97 €                  | 9                |



# **3MS PERFORMANCES**

**\* \* \***

## **STATUTS CONSTITUTIFS**

### **Société par Actions Simplifiée**

**Au capital de 3175.00 €**

**6, Allée Marcel GIRARD, 37310 CHAMBOURG-SUR-INDRE**

# STATUTS CONSTITUTIFS

LES SOUSSIGNES :

**VUIDIBIO MATONDO Maricheil Prince** demeurant 6, Allée Marcel GIRARD 37310 - CHAMBOURG-SUR-INDRE, né-e le 07/08/1979 à BRAZZAVILLE, de nationalité française.

Ci-après - dénommé(s) le ou les « Associés »

D'UNE PART,

## TERMINOLOGIE :

Associé(s) : désigne individuellement ou ensemble les personnes morales et physiques titulaires d'au moins une action de la Société.

Dirigeant(s) : désigne le Président de la Société ainsi que le ou les éventuel(s) Directeur(s) Général(ux)

Société : désigne la société en formation déterminée par les présents statuts, destinée à acquérir la personnalité morale.

L'Associé unique a établi ainsi qu'il suit les statuts de la société par actions simplifiée unipersonnelle devant exister entre lui et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'Associé.

IL A ETE CONVENU ET DECIDE CE QUI SUIT :

# **TITRE I : FORME, OBJET, DENOMINATION SOCIALE, SIEGE SOCIAL, DUREE ET EXERCICE SOCIAL.**

## **Article 1 - Forme**

La Société a été constituée sous la forme d'une société par actions simplifiée unipersonnelle (**SASU**), régie par les dispositions légales et réglementaires applicables à cette forme de société et par les dispositions de droit commun et du Code de commerce applicables à toute société, ainsi que par les présents statuts.

## **Article 2 - Dénomination sociale**

La Société est dénommée de la manière suivante : 3MS PERFORMANCES.

Tous les actes et les documents émanant de la Société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée unipersonnelle » ou des initiales « S.A.S.U » et de l'énonciation du capital social, ainsi que du numéro d'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

## **Article 3 - Siège social**

La Société aura son siège social à l'adresse suivante : 6, Allée Marcel GIRARD, 37310 CHAMBOURG-SUR-INDRE.

## **Article 4 - Objet social**

La Société a pour objet social, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger : Conseils aux entreprises et la réalisation de prestations de services associées.

Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et/ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son développement.

## **Article 5 - Durée**

La Société est formée pour une durée indéterminée fixée à 99 ans à compter de sa date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée.

Le ou les Associés devront être consultés au moins un (1) an avant la date d'expiration pour décider de la prorogation ou non de la durée de la Société.

À défaut, tout Associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social statuant sur simple requête la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

## **Article 6 - Exercice social**

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice sera clôturé le 31 décembre 2020.

## **TITRE II : APPORTS, CAPITAL SOCIAL, ACTIONS**

### **Article 7 - Apports**

#### Apport en numéraire

Lors de la constitution de la Société, VUIDIBIO MATONDO Maricheil Prince apporte en numéraire la somme de 3000 €.

Les actions représentant l'apport en numéraire susvisés sont totalement et intégralement libérées.

#### **7.1 - Dépôt des fonds**

Les fonds correspondants aux apports en numéraire sont déposés, par la société Qonto, société Olinda SAS, dûment mandatée à cet effet par chacun des associés, sur le compte ouvert au nom de la Société en formation auprès de l'Etude VINCENNES M&B NOTAIRES (Valérie MESNAGER et Antoine BASSOT Notaires) - notaires à VINCENNES (94300) 4, avenue de Paris, ainsi qu'il résultera du certificat établi par le notaire dépositaire des fonds, sur présentation notamment de l'état des souscriptions mentionnant la somme versée par les associés.

L'état des souscriptions joint aux présents statuts est certifié sincère et véritable par le représentant légal de la société.

Ce dépôt est attesté par le Certificat du dépositaire établi en date du

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 10/02/2021, le capital de la Société a été augmenté d'un montant nominal de cent soixante-quinze euros (175 €) afin de le porter à trois mille cent soixante-quinze euros (3 175€) par émission de cent soixante quinze (175) actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, assorties d'une prime d'émission unitaire de quarante-sept euros et trente-trois centimes (47.33 €).

### **Article 8 - Capital social**

#### **8.1 - Montant du capital**

Le capital social est fixé à la somme de trois mille cent soixante-quinze euros (3 175 €).

Il est divisé en trois mille cent soixante-quinze (3 175) actions ordinaires d'une valeur nominale unitaire d'un euro (1 €) chacune, toutes de même catégorie, entièrement souscrites et libérées.

#### **8.2 - Répartition du capital**

Les actions sont attribuées et réparties de la manière suivante  
- VUIDIBIO MATONDO Maricheil Prince, à concurrence de 3000

### **Article 9 - Modification du capital social**

Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la Loi, en vertu d'une décision de l'Associé unique ou, en cas de pluralité d'Associés, par décision collective extraordinaire des Associés.

Le capital est augmenté par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres existants.

Toute nouvelle augmentation du capital en numéraire ne sera possible qu'après entière libération du capital déjà souscrit.

Les Associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. La collectivité des Associés qui décide l'augmentation de capital peut décider de supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'une ou plusieurs personnes dénommées, dans le respect des conditions prévues par la Loi. Les Associés peuvent aussi renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel. Il peut être décidé de limiter une augmentation de capital contre numéraire au montant des souscriptions, dans les conditions prévues par la Loi.

Le capital peut être réduit en vertu d'une décision de l'Associé unique ou, en cas de pluralité d'Associés, par décision collective extraordinaire des Associés, dans le respect des conditions prévues par la Loi, sans porter atteinte à l'égalité des Associés.

## **Article 10 - Forme et droits attachés aux actions**

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en compte selon les modalités prévues par la Loi.

À la demande de l'Associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Toute action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Chaque action donne le droit à une voix dans les votes et délibérations, ainsi qu'un droit de représentation dans les assemblées générales. Elle donne également droit à une information et à la communication des livres et documents sociaux, dans les conditions prévues par la Loi.

Conformément à l'article L. 225-232 du Code de commerce, un ou plusieurs Associés représentant au moins 5 % du capital social peuvent, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au Président de la Société sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du Président devra être communiquée au Commissaire aux comptes.

La propriété d'une action entraîne de plein droit l'adhésion aux statuts et aux résolutions sociales.

Les Associés ne sont tenus du passif social et ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en compte selon les modalités prévues par la Loi.

À la demande de l'Associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Toute action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Chaque action donne le droit à une voix dans les votes et délibérations, ainsi qu'un droit de représentation dans les assemblées générales. Elle donne également droit à une information

et à la communication des livres et documents sociaux, dans les conditions prévues par la Loi.

Conformément à l'article L. 225-232 du Code de commerce, un ou plusieurs Associés représentant au moins 5 % du capital social peuvent, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au Président de la Société sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du Président devra être communiquée au Commissaire aux comptes.

La propriété d'une action entraîne de plein droit l'adhésion aux statuts et aux résolutions sociales.

Les Associés ne sont tenus du passif social et ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

### **Article 11 - Indivisibilité des actions - Démembrement de propriété des actions**

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société. À défaut, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de les représenter.

En cas de démembrement du droit de propriété des actions, sauf convention contraire signifiée à la Société, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions concernant l'assemblée générale ordinaire et au nu-propiétaire pour les décisions de l'assemblée générale extraordinaire. Cependant le nu-propiétaire doit être convoqué à toutes les assemblées et informé de toute consultation écrite.

## **TITRE III : PRESIDENCE, DIRECTION**

### **Article 12 - Nomination des Dirigeants**

La Société est gérée et administrée par un Président et éventuellement des Directeurs Généraux, personnes physiques ou morales.

Est/Sont nommé(s), à compter de ce jour, en qualité de premier(s) dirigeant(s) de la Société

:

- VUIDIBIO MATONDO Maricheil Prince demeurant 6, Allée Marcel GIRARD, 37310 - CHAMBOURG-SUR-INDRE en qualité de **Président**

#### **12.1 - Conditions de nomination du Président**

En cas de pluralité d'Associés, le Président est nommé, renouvelé et révoqué par décision collective ordinaire des Associés.

La décision qui le nomme fixe la durée de son mandat et les modalités de son éventuelle rémunération.

Le Président de la Société est désigné par les Associés sans limitation de durée, sauf décision différente des Associés.

Son mandat est renouvelable sans limitation.

#### **12.2 - Conditions de nomination des Directeurs Généraux**

Le Président pourra nommer et révoquer un ou plusieurs Directeurs Généraux, personnes physiques ou morales ayant à titre habituel le pouvoir d'engager la Société.

La décision nommant le Directeur Général fixera l'étendue de ses fonctions, sa durée et les modalités de son éventuelle rémunération.

### **Article 13 - Cessation des fonctions des Dirigeants**

Les fonctions des Dirigeants prennent fin par leur décès, interdiction, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

La décision de révocation des Dirigeants peut ne pas être motivée.

En cas de pluralité d'Associés, les Dirigeants sont révoqués par décision collective ordinaire des Associés représentant plus de 50 % des voix. Si cette majorité n'est pas obtenue sur première consultation, les Associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

### **Article 14 - Pouvoirs des Dirigeants**

#### **14.1 - Président**

Le Président représente la Société à l'égard des tiers.

Le Président est investi, en vertu de la Loi, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux Associés.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute limitation par les présents statuts des pouvoirs du Président est inopposable aux tiers.

Dans les rapports entre Associés, le Président peut accomplir tous actes de direction, de disposition, de gestion et d'administration de la Société, dans la limite de l'objet social et des prérogatives des décisions d'Associés.

#### **14.2 - Directeurs généraux**

Sauf décision contraire, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs à l'égard des tiers que le Président.

Toute limitation statutaire des pouvoirs du Directeur Général est inopposable aux tiers.

### **Article 15 - Responsabilité des Dirigeants**

Le Président et les Directeurs Généraux sont responsables envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales régissant les sociétés par actions simplifiées, soit des violations des présents statuts, soit des fraudes commises par eux dans leur gestion.

### **Article 16 - Rémunération des Dirigeants**

Les Associés peuvent décider d'allouer une rémunération au Président et aux Directeurs Généraux de la Société.

Tout Dirigeant a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

### **Article 17 - Comité d'entreprise**

Conformément à l'article L. 2323-66 du Code du travail, les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits définis par les articles L 2323-62 à L 2323-67 du Code du travail auprès du Président de la Société.

## **TITRE IV : TRANSMISSION DES ACTIONS**

### **Article 18 - Transmission des actions**

Les actions sont librement négociables.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la société tient à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par le cédant ou son mandataire. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

En cas de transmission d'actions, pour quelque cause que ce soit, les bénéficiaires devront fournir à la société tous documents justifiant la régularité de leurs droits.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et le demeurent après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

## **TITRE V : DECISIONS COLLECTIVES**

### **Article 19 - Conventions entre un Dirigeant ou un Associé et la Société**

Toute convention, à l'exception de celles portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant, directement ou par personne interposée, entre la Société et un Dirigeant doit être répertoriée sur le registre des décisions sociales. S'il ne s'agit pas de l'Associé unique, elle devra être portée à la connaissance de l'Associé unique, pour être soumise à son autorisation préalable.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent aux Dirigeants de la Société.

### **Article 20 - Décisions des Associés**

L'Associé unique exerce les pouvoirs et prérogatives du Président dans la Société Par Actions Simplifiée.



Ses décisions sont répertoriées sur un registre coté et paraphé, dans les mêmes conditions réglementaires que les procès-verbaux d'assemblée en cas de pluralité d'Associés.

Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

## **TITRE VI : AFFECTATION DES RESULTATS, REPARTITION DES BENEFICES**

### **Article 21 - Comptes sociaux**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales.

En cas d'Associé unique, celui-ci établit l'inventaire et les comptes annuels. Leur dépôt au registre du commerce et des sociétés dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice vaut approbation des comptes. Le rapport de gestion est établi chaque année par l'Associé unique et tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

Conformément à l'article L. 232-1 du Code de commerce, le Président Associé unique personne physique est dispensé d'établir un rapport de gestion chaque année lorsque l'activité ne dépasse pas à la clôture d'un exercice social, deux des trois seuils suivants : 1 million d'euros pour le total du bilan, 2 millions d'euros pour le chiffre d'affaires hors taxes, 20 personnes pour le nombre moyen de salariés permanents employés au cours de l'exercice.

A la clôture de l'exercice, le Président dresse l'inventaire des éléments d'actifs et de passif existants à cette date. Il dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe complétant ces deux documents.

En cas de pluralité d'Associés, il est dressé à la clôture de chaque exercice, à l'initiative du Président, les comptes sociaux comportant : les comptes annuels, le rapport de gestion, les documents portant sur l'affectation du résultat, le rapport du Commissaire aux comptes le cas échéant et le procès-verbal de l'assemblée d'approbation des comptes, ou extrait du procès-verbal de cette assemblée contenant la proposition d'affectation du résultat et la résolution de l'affectation votée.

L'Associé unique ou l'assemblée des Associés approuve les comptes sociaux dans le délai de six (6) mois suivant la date de clôture de l'exercice social.

Pendant le délai de quinze (15) jours qui précède cette assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des Associés, qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

Les comptes sociaux annuels et documents relatifs à l'approbation des comptes sociaux annuels sont déposés au greffe du Tribunal de Commerce du lieu du siège social de la Société dans les conditions réglementaires.

### **Article 22 - Affectation des résultats**

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Sur l'éventuel bénéfice constaté après approbation des comptes sociaux, diminué le cas échéant des pertes antérieures et augmenté des précédents reports, est prélevé en premier lieu cinq pour cent (5%) au moins pour constituer la réserve légale, afin de déterminer le bénéfice distribuable.

Le prélèvement pour constituer la réserve légale cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social, et recommence lorsque la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Sur proposition du Président, l'assemblée des Associés détermine sur ce bénéfice distribuable toutes sommes qu'elle juge convenable de prélever pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant ou pour être affectée à tous fonds de réserves générales ou spéciales.

Le surplus est attribué à l'Associé unique ou réparti entre les Associés au prorata de leurs droits dans le capital social.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'Associé unique ou par l'assemblée des Associés. Toutefois, le paiement doit avoir lieu dans le délai maximum de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice social, sauf prorogation de ce délai par décision de justice.

## **TITRE VII : DISSOLUTION, LIQUIDATION, CONTESTATIONS**

### **Article 23 - Dissolution**

En matière de dissolution, la Société est soumise aux dispositions communes de l'article 1844-7 du Code civil.

En cas de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, la Société pourra être dissoute dans les conditions fixées aux articles L. 225-248 du Code de commerce en cas de non régularisation de sa situation dans un délai de deux (2) ans.

Si la Société ne comprend qu'un seul Associé, la dissolution entraîne la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'Associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Conformément à l'article 1844-5 du code civil, les dispositions relatives à la transmission universelle du patrimoine ne sont pas applicables aux sociétés dont l'Associé unique est une personne physique.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

### **Article 24 - Liquidation**

En cas de dissolution, pour quelque cause que ce soit, la Société entre en liquidation, conformément aux dispositions des articles L. 237-1 à L. 237-13 du Code de commerce, ainsi que des articles R. 237-1 à R. 237-9 du Code de commerce.

La dénomination de la Société devra donc être suivie de la mention « société en liquidation ». La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci.

Un ou plusieurs liquidateurs seront nommés par la décision qui prononce la dissolution. Le ou les liquidateur(s) dispose(nt) des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les Associés.

Après remboursement des apports, le boni de liquidation est attribué à l'Associé unique ou, en cas de pluralité d'Associés, réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

La collectivité des Associés subsiste lors de la liquidation, dans les mêmes conditions d'attributions qu'au cours de la vie sociale. Les pouvoirs des Dirigeants et du Commissaire aux comptes le cas échéant, prennent fin à compter de la dissolution.

Les Associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

### **Article 25 - Contestation**

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les Associés ou entre la Société et les Associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à la loi française et à la juridiction des tribunaux compétents du siège social de la Société.

## **TITRE VIII : DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

### **Article 26 - Frais**

Tous les frais, droits et honoraires des présents statuts et de leurs suites, seront supportés par la Société, qui les portera en frais d'établissement, et devront être amortis sur les premiers exercices avant la distribution de bénéfices.

### **Article 27 - Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés**

La Société jouira de la personnalité morale à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

### **Article 28 - Actes et engagements pris pour le compte de la société en formation**

#### **28.1 - Actes et engagements antérieurs à la signature des statuts**

Un état des actes dressés antérieurement à la signature des présents statuts est annexé aux présents statuts. Cet état des actes énumère une liste exhaustive des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avec l'indication pour chacun de ces actes, des engagements qui en résulteraient pour la Société.

Ces engagements sont repris par la Société à la signature des présents statuts et seront réputés avoir été souscrit par elle dès l'origine à compter de son immatriculation.

#### **28.2 - Mandat de prendre des engagements pour le compte de la Société**

Dans l'attente de l'accomplissement de la formalité d'immatriculation, l'assemblée des Associés peut donner mandat à toute personne de son choix de remplir toutes les formalités nécessaires à la régularisation de la Société et notamment, accomplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi.

Lesdits actes et engagements seront repris par la Société du seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

## **Signatures**

Fait le : **10/02/2021**

A : CHAMBOURG-SUR-INDRE

Signature :

VUIDIBIO MATONDO Maricheil Prince

## Etat des actes accomplis pour le compte de la Société en formation avant la signature des statuts constitutifs

Société en création : 3MS PERFORMANCES

Au capital de 3000.00 €

6, Allée Marcel GIRARD, 37310 CHAMBOURG-SUR-INDRE

Les Associés déclarent n'avoir accomplis aucun acte ni pris aucun engagement pour le compte de la société en cours de création.

A l'exception :

- du dépôt du capital social auprès d'une étude notariale,
- Ouverture d'un compte de transit à leurs noms auprès de Olinda SAS (QONTO), établissement de paiement agréé auprès de l'ACPR.
- Ouverture d'un compte de paiement au nom de la Société auprès de Olinda SAS (QONTO), établissement de paiement agréé auprès de l'ACPR

En application de l'article L210-6 du Code de commerce, le présent état reprend l'énumération intégrale des engagements pris par l'un ou les Associés pour le compte de la société en formation.

La signature des statuts par les Associés emportera la reprise automatique de ces actes une fois la Société immatriculée.

Fait le

14/01/2020

A CHAMBOURG-SUR-INDRE.

Signature :

VOIDIBIO MATONDO Maricheil Prince

